

Jean-Dominique DURAND

LES APPORTS DU CHRISTIANISME À L'UNITÉ DE L'EUROPE



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Décembre 2018

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

LES APPORTS DU CHRISTIANISME À L'UNITÉ DE L'EUROPE

Jean-Dominique DURAND

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Un think tank libéral, progressiste et européen

La Fondation pour l'innovation politique offre un **espace indépendant d'expertise, de réflexion et d'échange** tourné vers la production et la diffusion d'idées et de propositions. Elle contribue au **pluralisme de la pensée** et au renouvellement du **débat public** dans une **perspective libérale, progressiste et européenne**. Dans ses travaux, la Fondation privilégie quatre enjeux : la **croissance économique**, **l'écologie**, les **valeurs** et le **numérique**.

Le site fondapol.org met à disposition du public la totalité de ses travaux. La plateforme « **Data.fondapol** » rend accessibles et utilisables par tous les données collectées lors de ses différentes enquêtes et en plusieurs langues, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales.

De même, dans la ligne éditoriale de la Fondation, le média « **Anthropotechnie** » entend explorer les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme/machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

Par ailleurs, le média « **Trop Libre** » offre un regard quotidien critique sur l'actualité et la vie des idées. « **Trop Libre** » propose également une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques, économiques et sociales dans sa rubrique « **Renaissance numérique** ».

La Fondation pour l'innovation politique est reconnue d'utilité publique. Elle est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées. Le soutien des entreprises et des particuliers est essentiel au développement de ses activités.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	9
I. UN ESPACE SPIRITUELLEMENT UNIFIÉ ?	10
II. UNE THÉOLOGIE DE LA PERSONNE	14
III. UNE THÉOLOGIE DE LA PAIX.....	15
IV. JÉRUSALEM, ATHÈNES ET ROME.....	18
V. UN PAYSAGE EUROPÉEN NÉ DU CHRISTIANISME.....	22
VI. LA CONNAISSANCE TRANSMISE PAR L'UNIVERSITÉ.....	24
CONCLUSION.....	28

RÉSUMÉ

L'Europe navigue entre unité et diversité, et c'est cette dialectique qui a présidé à sa formalisation institutionnelle au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Mais d'où vient cette aspiration à l'unité ?

Pour répondre à cette question, il est essentiel de rappeler les apports essentiels du christianisme dans la modélisation de la culture européenne. La philosophie chrétienne a historiquement produit les composants essentiels du projet européen d'unification politique et culturelle du continent à travers deux concepts clés : la personne – et les droits fondamentaux centrés autour de celle-ci – et la paix. L'organisation des territoires et le développement des connaissances, avec la création des universités, puisent également leurs racines dans le christianisme. C'est bien cette diversité d'apports, mélangés et mutuellement nourris, qui a sensiblement marqué le fonctionnement de nos sociétés les plus contemporaines.

Cependant, une certaine unité culturelle forgée par le christianisme ne signifie pas qu'une identité européenne émerge réellement. Face aux identités nationales, l'identité européenne paraît bien fragile. Force est de constater que le christianisme n'est pas un ferment suffisant pour surmonter les divisions nationales.

LES APPORTS DU CHRISTIANISME À L'UNITÉ DE L'EUROPE

Jean-Dominique DURAND

Historien, spécialiste d'histoire religieuse et notamment du christianisme,
professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université Jean Moulin-Lyon III.

Il est adjoint au maire de Lyon et ancien conseiller culturel de l'Ambassade de France auprès du Saint-Siège.

INTRODUCTION

L'action développée par des hommes politiques d'inspiration chrétienne en faveur de la construction d'une Europe unie est bien connue. Konrad Adenauer, Alcide De Gasperi et Robert Schuman représentaient peut-être « trois tonsures sous la même calotte », selon le président de la République française Vincent Auriol, mais ils exprimaient avant tout trois volontés politiques de construire ensemble une Europe radicalement nouvelle. Cette Europe, ils la voulaient fondée sur la réconciliation et la définition d'un destin commun sur la base de délégations de souveraineté. Mais, d'une certaine manière, Vincent Auriol voyait juste : leur engagement européen, fruit d'une expérience commune des guerres et de la frontière, était fondé sur leur foi¹. Ils faisaient partie de ces chrétiens qui, sous l'impulsion du magistère pontifical, de Benoît XV, Pie XI et Pie XII, avaient retenu que le message évangélique portait en lui des conséquences sur le plan des relations entre les peuples².

1. La bibliographie sur ces trois personnalités est considérable et il n'y a pas lieu de la reproduire ici, mais un ouvrage, de style plutôt apologétique, présente cependant l'avantage d'offrir un portrait croisé : *Giuseppe Audisio et Alberto Chiara, Schuman, Adenauer, De Gasperi. Fondateurs de l'Europe unie selon le projet de Jean Monnet*, Salvator, 2004.

2. Voir Jacques Gadille, « Conscience internationale et conscience sociale dans les milieux catholiques d'expression française dans l'entre-deux-guerres », *Relations internationales*, n° 27, automne 1981, p. 361-374.

Il ne s'agit pas ici de retracer le rôle de chrétiens, responsables politiques, philosophes, artistes, historiens, dans la construction européenne à l'époque contemporaine, notamment après 1945³, mais d'en mesurer le substrat. Car si l'engagement européiste des chrétiens, qui deviendra militantisme pour une Europe unie, est bien sûr lié à des contingences politiques et économiques – la Seconde Guerre mondiale, les exigences de la reconstruction, le refus des risques d'une nouvelle guerre, le poids de l'Union soviétique et des États-Unis – il s'appuie sur tout un passé qui paraît intégré dans les modes de pensée comme une évidence : l'histoire chrétienne de l'Europe conduirait à une unité intrinsèque que les aléas de l'histoire et les intérêts contradictoires des États ont mise à mal. On le perçoit fort bien dans la vision globale, unificatrice que le pape Jean-Paul II avait de l'Europe, qu'il invitait à respirer avec ses « deux poumons⁴ ». Archevêque de Cracovie, le cardinal Karol Wojtyła publia durant l'été 1978 un article dans lequel celui qui devait devenir pape quelques semaines plus tard s'opposait à l'idée d'une Europe limitée à sa partie occidentale⁵. Il insistait sur l'unité intrinsèque du continent née d'un patrimoine chrétien partagé. Plus tard, en 1988, Jean-Paul II parlera de son rêve de voir l'Europe « un jour se déployer aux dimensions que lui ont données la géographie et plus encore l'histoire⁶ ».

I. UN ESPACE SPIRITUELLEMENT UNIFIÉ ?

Le mot « Europe » aurait été utilisé par le pape Nicolas V en 1453, après la chute de Constantinople, pour exprimer la nécessaire union des forces chrétiennes face à l'expansion de l'islam et au danger représenté par l'Empire ottoman. « Europe » signifiait alors Chrétienté. Lorsque le roi de Bohême Georges de Poděbrady proposa, en 1464, un projet de fédération européenne, « une communauté », il s'agissait de résister aux Turcs et d'identifier l'Europe et le monde chrétien face à l'islam en expansion⁷.

3. Sur la démocratie chrétienne, voir Jean-Dominique Durand, *L'Europe de la démocratie chrétienne*, Complexe, 1995 ; Gérard Bossuat, *Les Fondateurs de l'Europe*, Belin, 2000 ; Philippe Chenaux, *De la chrétienté à l'Europe. Les catholiques et l'idée européenne au XX^e siècle*, CLD, 2007 [en particulier le chapitre V, « Robert Schuman, Konrad Adenauer et Alcide De Gasperi »].

4. Voir Jean-Dominique Durand, « Giovanni Paolo II e l'Europa occidentale. Al di là della secolarizzazione », dans Elio Guerriero et Marco Impagliazzo (dir.), *Storia della Chiesa. I cattolici e le Chiese cristiane durante il pontificato di Giovanni Paolo II (1978-2005)*, San Paolo Edizioni, 2006, p. 39-69.

5. Karol Wojtyła, « Una frontiera per l'Europa: dove? », *Vita e Pensiero*, n° 4-6, juillet-décembre 1978, p. 160-168 [rivista. vitaepensiero.it/news-la-redazione-consiglia-giovanni-paolo-ii-e-leuropa-3749.html].

6. « Discours du pape Jean-Paul II lors de la visite au Parlement européen », 11 octobre 1988 [w2.vatican.va/content/john-paul-ii/fr/speeches/1988/october/documents/hf-jp-ii-spe_19881011_european-parliament.html].

7. Une traduction de son « traité destiné à établir la paix dans toute la chrétienté » [1464] figure dans le livre de Jean-Pierre Faye, *L'Europe une. Les philosophes et l'Europe*, Gallimard, 1992, p. 51-70.

« Dans la formation du concept d'Europe et du sentiment européen, écrivait l'historien italien Federico Chabod, qui était par ailleurs un militant laïc, les facteurs culturels et moraux ont eu, dans la période décisive de sa formation, une prééminence absolue, et même exclusive⁸. » Il précisait : « Nous sommes chrétiens et nous ne pouvons pas ne pas l'être [...]. Nous ne pouvons pas ne pas l'être même si nous ne pratiquons pas, parce que le christianisme a modelé pour toujours nos manières de sentir et de penser ; c'est au verbe chrétien, sans nul doute l'événement majeur de l'histoire universelle, que tient la profonde différence entre nous et les Anciens, entre notre mode de sentir et celui d'un contemporain de Périclès ou d'Auguste. Ni les libres penseurs ni les anticléricaux ne peuvent échapper à ce destin commun⁹. »

De son côté, René Rémond observait que l'Europe a la particularité d'être l'unique continent entièrement christianisé, et il soulignait que pour beaucoup de peuples européens (pour les Hongrois et les Polonais, par exemple), la conversion au catholicisme a coïncidé avec la naissance même de la nation, liant ainsi indissolublement identité nationale et identité religieuse : « Cette commune appartenance chrétienne est une composante de l'identité européenne. Elle crée une différence originelle avec les autres continents, qui s'atténuera avec le mouvement missionnaire par lequel l'Europe apportera sa foi aux autres mondes¹⁰. » Il est aisé de multiplier les citations de grands auteurs allant dans le même sens pour définir l'unité fondamentale de l'Europe, de Goethe, pour qui « la langue maternelle de l'Europe est le christianisme¹¹ », à Kant, qui voyait dans l'Évangile « la source d'où notre civilisation a jailli¹² », jusqu'à l'Américain Thomas S. Eliot qui insistait sur l'unité culturelle de l'Europe et notait : « Un citoyen européen peut ne pas croire que le christianisme est vrai et pourtant ce qu'il dit et fait provient de la culture chrétienne dont il est l'héritier¹³. »

Pourtant, du point de vue religieux, l'Europe est historiquement marquée par le pluralisme, ce qui n'exclut pas la puissance de l'empreinte du christianisme et la vitalité des racines chrétiennes constamment rappelées par Jean-Paul II et par Benoît XVI dans le contexte du débat, au début des années 2000, concernant le préambule du traité constitutionnel de l'Union européenne¹⁴.

8. Federico Chabod, *Storia dell'idea d'Europa*, Laterza, 1961, p. 204.

9. *Ibid.*, p. 195.

10. René Rémond, *Religion et société en Europe. La sécularisation aux XIX^e et XX^e siècles, 1789-1998*, Seuil, 1998, p. 31.

11. Cité dans Denis de Rougemont, *Vingt-huit siècles d'Europe. La conscience européenne à travers les textes. D'Hésiode à nos jours* [1961], Christian de Bartillat, 1990, p. 208-213.

12. *Ibid.*, p. 172-174.

13. Thomas S. Eliot, *Notes towards the Definition of Culture. Appendice: The unity of European Culture*, Faber & Faber, 1948, p. 123. Pour une réflexion sur les approches de l'Europe par les intellectuels, voir Jean-Luc Chabot, *Aux origines intellectuelles de l'Union européenne. L'idée d'Europe unie de 1919 à 1939*, PUG, 2005 ; Yves Hersant et Fabienne Durand-Bogaert (dir.), *Europes. De l'Antiquité au XX^e siècle. Anthologie critique et commentée*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2000.

14. Voir Franco Cardini, *Europa. Le radici cristiane*, Il Cerchio, 2002 ; Gérard-François Dumont (dir.), *Les Racines de l'identité européenne*, Economica, 1999.

On peut distinguer une mémoire juive, ancienne, puisque l'on observe une présence juive à Rome dès le I^{er} siècle avant notre ère, mémoire notamment faite de douleurs¹⁵, de l'expulsion des Juifs d'Espagne jusqu'à la Shoah. Celle-ci est d'autant plus importante que c'est, entre autres, du génocide des Juifs qu'est née la conscience de la nécessité de construire l'Europe autrement. Il faut tenir compte aussi des mémoires des schismes, particulièrement de la rupture entre Latins et Grecs de 1054, avec un double anathème lancé par Rome et Constantinople. La chrétienté latine s'est déchirée au XVI^e siècle avec la Réforme protestante, elle-même pleine de nuances et de divisions internes. S'y ajoutent les mémoires des persécutions, des guerres entre religions, encore actives il y a peu en Irlande, par exemple, ou des guerres entre confessions chrétiennes. La mémoire du génocide des Arméniens dans l'Empire ottoman interroge elle aussi la conscience européenne.

Non moins vivaces sont les préjugés et les divisions entre peuples, ethnies et groupes linguistiques : l'Europe présente une pluralité culturelle difficile à composer¹⁶. Emmanuel Todd parle à ce propos de « fragmentation anthropologique » de l'Europe¹⁷. Denis de Rougemont notait que « cet état de polémique permanente portant sur les principes fondamentaux de toute culture ou civilisation n'a pas produit seulement de l'anarchie et des guerres. Il a contraint les élites, et par elles la partie agissante des masses européennes, à développer ce que je voudrais appeler les trois vertus cardinales de l'Europe : le sens de la *vérité objective*, le sens de la *responsabilité personnelle*, et le sens de la *liberté*¹⁸ ».

La période actuelle paraît paradoxalement marquée par une nouvelle rigidité de ces frontières de l'esprit. On brandit ici et là un « devoir de mémoire » qui peut se révéler très dangereux lorsque la passion l'emporte sur l'historicisation de la pensée, comme on peut le constater dans les Balkans. À l'Est, l'exemple de la Russie orthodoxe et de ses relations toujours complexes avec le catholicisme et l'Occident invite à parcourir à nouveaux frais l'histoire des grands courants intellectuels russes, du slavophilisme et de l'occidentalisme. À l'intérieur même de l'Union européenne, l'heure est à la diversification des cultures et au repli identitaire alors qu'elle est plus que jamais terre du pluralisme religieux. Elle vit de ce point de vue une véritable révolution culturelle, avec l'émergence rapide d'une société multiculturelle et multireligieuse, liée aux migrations de masse¹⁹. En même temps, elle voit émerger en son sein de nouvelles peurs, de nouveaux

15. Voir Esther Benbassa, *La Souffrance comme identité*, Fayard, 2007.

16. Pour une vision globale de l'histoire de l'Europe, voir Jean-Baptiste Duroselle, *L'Europe. Histoire de ses peuples*, Perrin, 1990.

17. Emmanuel Todd, *L'Invention de l'Europe*, Seuil, 1990, p. 17.

18. Denis de Rougemont, « Originalité de la culture européenne comparée aux autres cultures » [1960], *Schweizer Monatshefte*, tome 40 [avril 1960-mars 1961], p. 510, en allemand [www.e-periodica.ch/digbib/view?pid=smh-002:1960:40::1418-539].

19. Voir Andrea Riccardi, *Vivre ensemble*, Desclée de Brouwer, 2007 ; Grace Davie et Danièle Hervieu-Léger (dir.), *Identités religieuses en Europe*, La Découverte, 1996.

replis sur soi, voire des néonationalismes, qui tendent à exacerber l'idée de frontière et à exalter ou à manipuler un christianisme qui serait l'unique fondateur de l'Europe. Or celle-ci constitue l'espace dans le monde le plus dense de rencontres entre les peuples et les traditions culturelles. Là est l'âme de l'Europe, dans la trame d'unité fournie par le judéo-christianisme, enrichie par d'autres apports tels que l'islam, présent avec l'installation des Omeyyades en Espagne au début du VIII^e siècle, mais aussi en Sicile et dans les Balkans.

L'Europe se trouve plongée dans la question des rapports entre pouvoir temporel et pouvoir spirituel, autrement dit entre religion et politique. Si ces relations furent souvent tumultueuses, si la France a opté pour une séparation inscrite dans la loi de 1905 et une laïcité rigoureuse, si chaque État européen a construit ses propres solutions par rapport aux religions, l'ensemble de l'Europe est marquée fondamentalement par la parole du Christ qui invitait à rendre « à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu²⁰ », tout en affirmant que son « Royaume n'[était] pas de ce monde²¹ ». Invitant à distinguer deux ordres de réalité, le Christ récusait de ce fait toute forme de pouvoir théocratique et posait les bases de l'autonomie du politique par rapport au religieux, et inversement. Pourtant, comme l'écrit René Rémond, « les deux pouvoirs ne se sont pas toujours inspirés de cette sagesse²² ». C'est paradoxalement sous d'autres influences, celle notamment de la philosophie des Lumières, que la liberté de conscience, en particulier la liberté de ne professer aucune religion, a pu s'imposer. La question des relations entre Églises et États est l'une de celles où les réponses ont été données dans un ordre dispersé, avec des péripéties parfois violentes. Mais, au fil des siècles, dans un premier temps contre les confessions chrétiennes, s'est imposée la règle de la double liberté de conscience et de culte.

20. Mt XXII, 21 ; Mc XII, 17 ; Lc XX, 25 (trad. Émile Osty).

21. Jn XVIII, 36 (trad. Émile Osty).

22. Voir René Rémond, « La laïcité », in René Rémond (dir.), *Les Grandes Inventions du christianisme*, Bayard Éditions, 1999, p. 97-116.

II. UNE THÉOLOGIE DE LA PERSONNE ²³

« Est-ce trop dire que l'Europe [...] garde une responsabilité particulière pour témoigner, dans l'intérêt de tous, de valeurs essentielles comme la liberté, la justice, la dignité personnelle, la solidarité, l'amour universel ?²⁴ », questionnait Paul VI en 1977. Jean-Paul II, lui, déclarait aux présidents en 2000 : « L'Union européenne ne devra pas oublier qu'elle est le berceau des idées de personne et de liberté, et que ces idées lui sont venues de sa longue imprégnation par le christianisme. [...] Puisse l'Union européenne connaître comme un nouveau sursaut d'humanité ! Qu'elle sache dégager le consensus nécessaire pour inscrire parmi ses plus hauts idéaux la protection de la vie, le respect de l'autre, le service mutuel et une fraternité sans exclusion²⁵. » L'Europe s'identifie ainsi à l'humanisme, qui se caractérise par le caractère central de la personne et des droits de l'homme. De là naît le principe moderne de démocratie dans laquelle la personne est respectée pour elle-même et participe à l'œuvre commune. Le christianisme a élaboré la notion de « personne humaine », pour exprimer la foi en Dieu un et trine (trois personnes en une seule nature), en Jésus homme et Dieu (une personne en deux natures), et en la vocation « personnelle » de tout homme, fils de Dieu. Il insiste sur la dignité de la personne parce qu'elle est éclairée par la foi trinitaire et christologique, parce qu'elle est à l'image de Dieu et trouve sa fin dans la vision de Dieu. Elle est dotée de liberté et de raison. Son modèle est le Christ, image parfaite du Père, qui a accepté librement son sacrifice pour racheter les péchés. La personne est incarnée. En elle, sa part transcendante – l'esprit – est liée à sa part matérielle – le corps –, avec sa place dans la société, dans l'histoire. D'où sa vocation et sa responsabilité, de rendre présentes les valeurs dont elle tire sa dignité.

La notion de personne existe néanmoins dans d'autres traditions de la pensée occidentale, depuis Socrate, dans les philosophies du sujet, de la conscience intellectuelle et morale, de la liberté de l'individu et des droits de l'homme. Elle impose les droits humains²⁶. Elle a trouvé son expression dans la philosophie personnaliste, dont le terme fut élaboré au XX^e siècle sous l'influence de Charles Renouvier et, surtout, d'Emmanuel Mounier²⁷. La notion de « personne » permet d'insister sur la dynamique relationnelle, en particulier sociale, contre l'individualisme issu du rationalisme des Lumières,

23. Voir Ignazio Sanna (dir.), *La teologia per l'unità d'Europa*, EDB, 1991.

24. « Message du pape Paul VI au Conseil de l'Europe », 26 janvier 1977 [w2.vatican.va/content/paul-vi/fr/speeches/1977/january/documents/hf_p-vi_spe_19770126_consiglio-europa.html].

25. « Audience du pape Jean-Paul II aux participants à la Conférence des présidents des parlements de l'Union européenne », 23 septembre 2000 [w2.vatican.va/content/john-paul-ii/fr/speeches/2000/jul-sep/documents/hf_jp-ii_spe_20000923_european-union.pdf].

26. Voir Guj Aurenche, *La Dynamique des droits de l'homme*, Desclée de Brouwer, 1998.

27. Voir Emmanuel Mounier, *Qu'est-ce que le personnalisme ?*, Seuil, 1947 ; Le Personnalisme, PUF, 1950 ; Michel Meslin, « La personne », in René Rémond (dir.), op. cit., p. 47-69.

contre les spiritualismes qui ignorent la matière, contre les collectivismes qui uniformisent. L'idée de « personne » appelle à la communion au sein de communautés diverses à des niveaux différents, des plus petites aux plus vastes. Il n'est pas surprenant que les premières expressions de l'unité de l'Europe aient pris le nom de « communautés » : Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), Communauté économique européenne (CEE), mais aussi Communauté européenne de défense (CED). Elles traduisaient l'inspiration personnaliste des « pères de l'Europe ».

La personne est centrale dans la construction européenne. La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne adoptée en décembre 2000 le dit clairement dans son préambule : « [L'Union] place la personne au cœur de son action », tandis que l'article 1 affirme : « La dignité humaine est inviolable. Elle doit être respectée et protégée²⁸. »

III. UNE THÉOLOGIE DE LA PAIX

Avec la personne, le christianisme a élaboré une longue réflexion sur la paix. Cette affirmation peut surprendre dans la mesure où la longue histoire de l'Europe est fréquemment éloignée de tout respect de la personne humaine, où les chrétiens ont souvent alimenté les conflits, où les figures des évêques guerriers, et même des papes, ne sont pas rares. L'Europe christianisée est profondément morcelée du fait des schismes, des guerres de religion, des conflits de puissances, les télescopages de mémoires sont fréquents et difficiles à contrôler. La religion a souvent été instrumentalisée par les souverains et les États. La Première Guerre mondiale en témoigne. Ainsi, de 1701 à 1945, les soldats prussiens puis allemands portèrent sur le fermoir de leurs ceinturons, l'inscription « Gott mit uns » (« Dieu avec nous »). Mais les Églises n'en ont pas moins nourri, avec leurs théologiens, un enseignement sur la guerre et la paix qui a pu conduire à la construction d'une paix nouvelle après 1945, suite à deux guerres mondiales effroyables.

L'Ancien Testament est plein de la fureur de batailles, mais l'idéal reste la paix : « Ils forgeront leurs glaives en socs et leurs lances en serpes. On ne lèvera pas le glaive nation contre nation et on n'apprendra plus la guerre²⁹. » Le message évangélique récuse nettement la guerre et exalte la paix : « Heureux

28. « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », *Journal officiels des Communautés européennes*, 18 décembre 2000, p. C 364/8 et 364/9 (www.europarl.europa.eu/charter/pdf/text_fr.pdf).

29. Is II, 4 [trad. Émile Osty].

ceux qui font œuvre de paix, parce qu'ils seront appelés fils de Dieu³⁰ », et il s'agit de vivre intensément la paix du Christ : « Je vous laisse la paix, c'est ma paix que je vous donne³¹. » Sans aucun doute, la paix se trouve au centre de l'enseignement du christianisme.

Pourtant, la guerre n'est pas explicitement exclue. Elle est acceptée chez les Pères de l'Église, mais elle est vue comme une épreuve. Pour saint Augustin, elle est une réalité humaine, fruit du péché originel. Mais le chrétien ne doit ni l'aimer ni l'exalter. Il ne doit pas provoquer la guerre mais, s'il doit la faire, il doit s'y conduire conformément aux principes évangéliques, notamment le plus puissant d'entre eux, l'amour du prochain. Augustin introduit ainsi la notion de « guerre juste », c'est-à-dire celle que l'on mène contre son gré, dans le but de rétablir la paix qui a été violée et à condition qu'elle ait été décidée par l'autorité légitime, ce qui doit permettre d'éviter les guerres privées. Il se situe ainsi au début d'un long processus de réflexion catholique sur la guerre, qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui avec un théologien comme René Coste³² ou les réflexions du pape François sur le pacifisme.

À la fin du X^e siècle, plusieurs conciles ont défini concrètement la « paix de Dieu » à travers la formulation d'interdits au sein de la guerre, comme attaquer des catégories de population par nature désarmées – clercs, paysans, marchands –, ce qui tendait à définir des populations civiles qui devaient échapper aux violences. Au début du XI^e siècle, la « trêve de Dieu », introduisit une limitation de la guerre dans le temps : du jeudi au dimanche (temps de la Passion) ou pendant certains temps liturgiques (Avent, Noël, Carême, Pentecôte).

La réflexion théorique fut prolongée par saint Thomas d'Aquin dans la Somme théologique, où il récupéra les catégories d'Augustin en définissant trois conditions pour qu'une guerre soit juste : l'autorité du Prince sur l'ordre de qui la guerre doit se faire ; une cause juste : ceux qui sont attaqués méritent de l'être en raison de quelque faute ; une intention droite chez ceux qui font la guerre, c'est-à-dire la recherche du bien pour éviter le mal, et la nécessité de mesurer les conséquences de l'action³³.

Par la suite, au XVI^e siècle, le dominicain Francisco de Vitoria posa les bases d'un droit des gens universel (*jus gentium*) fondé sur la raison naturelle et non sur la force, sans considération de race ou de religion. Vitoria établit pour tous les hommes le droit de circuler et d'échanger, reconnaît les droits des Indiens vaincus en Amérique et élabore une forme de droit universel : le *jus ad bellum* (aux principes précédents, on ajoute l'idée d'une réponse militaire proportionnée) et le *jus in bello* (respect des populations civiles, des

30. Mt V, 9 [trad. Émile Osty].

31. Jn XIV, 27 [trad. Émile Osty].

32. René Coste, *Théologie de la paix*, Éditions du Cerf, 1997.

33. Voir Joseph Joblin, *L'Église et la guerre*, Desclée de Brouwer, 1988 ; Guillaume Bacot, *La Doctrine de la guerre juste*, Economica, 1989 ; Daniel Moulinet, *L'Église, la guerre et la paix*, Éditions du Cerf, 2016.

prisonniers, notamment). Peu après, au tournant du XVII^e siècle, avec Grotius, cette conception est sécularisée et fournit les racines du droit international. Après la Révolution française et les guerres de l'Empire, dans un contexte de revendications nationalistes puis de montée des nationalismes, la théologie de la guerre est à nouveau approfondie au milieu du XIX^e siècle avec le jésuite italien Luigi Taparelli d'Azeglio. Cependant, cette doctrine fut ébranlée par l'apparition de la guerre totale au XX^e siècle et avec l'émergence d'armes de destruction massive. En octobre 1914, le jésuite Yves de La Brière écrit : « La théologie catholique reconnaît qu'il y a des guerres justes, légitimes, nécessaires. Mais les conditions mêmes qu'elle exige pour admettre la licéité morale d'une offensive guerrière inculquent manifestement aux princes et aux peuples chrétiens le grave devoir de faire, en conscience, tout leur possible et jusqu'au bout du possible, pour dirimer leurs litiges autrement que par une solution à la fois aussi terrible et aussi aléatoire³⁴. »

Aussi importante que méconnue, la lettre encyclique *Ad beatissimi apostolorum principis* de Benoît XV, publiée en novembre 1914, soulignait l'enjeu majeur que représentait pour les chrétiens la guerre qui avait éclaté quelques mois auparavant, car le conflit niait les apports de l'Évangile à l'humanité³⁵. Cette guerre opposait des nations chrétiennes et s'annonçait comme un effroyable massacre. La dimension fraternelle par-delà les nations portée par le christianisme était tenue en échec, alors que catholiques et protestants adhéraient en masse aux unions sacrées et à l'effort de guerre général. L'esprit nationaliste était plus fort que l'esprit évangélique.

La Seconde Guerre mondiale a amené un double questionnement. Tout d'abord, cette guerre était-elle nécessaire ? Cette question a notamment été abordée par le théologien protestant Karl Barth, qui écrit : « Devant Dieu et devant les hommes, on ne saurait prendre la responsabilité de ne pas mettre fin à la menace hitlérienne. Et la guerre est le seul moyen d'y parvenir³⁶. » Et, ensuite, que faire face à Auschwitz ? Une guerre nécessaire, donc juste ? Mais ce fut une guerre totale, qui mobilisa des moyens de destruction dont la puissance était démultipliée par rapport au conflit précédent. Comme jamais auparavant, les populations civiles furent des cibles privilégiées et les accords internationaux (la convention de Genève, par exemple) ne furent guère respectés par les belligérants. Le conflit s'acheva sur les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki. L'arme nucléaire changeait radicalement la donne. Le monde était désormais dominé par un nouveau type d'arsenal : l'armement ABC (atomique, biologique, chimique).

34. Yves de La Brière, « La guerre et la doctrine catholique », 2^e partie, *Études*, 51^e année, tome 141, octobre-décembre 1914, p. 195 [gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k113713w/f196.image].

35. « *Ad beatissimi apostolorum principis*. Lettre encyclique de Sa Sainteté le Pape Benoît XV », 1^{er} novembre 1914 [w2.vatican.va/content/benedict-xv/fr/encyclicals/documents/hf_ben-xv_enc_01111914_ad-beatissimi-apostolorum.html].

36. Karl Barth, « Lettre aux protestants de France », *Esprit*, n° 91, avril 1940, p. 75 [esprit.presse.fr/article/barth-karl/lettre-aux-protestants-de-france-21626].

La paix s'imposait à l'Europe, certes comme fruit d'un enseignement théologique et pontifical, mais aussi comme une leçon tirée des conflits. En 1948, le pape Pie XII put s'appuyer sur les horreurs vécues aux cours des conflits précédents pour appeler à une construction européenne rapide : « Il n'y a pas de temps à perdre. Et si l'on tient à ce que cette union atteigne son but, si l'on veut qu'elle serve utilement la cause de la liberté et de la concorde européenne, la cause de la paix économique et politique intercontinentale, il est grand temps qu'elle se fasse. Certains se demandent même s'il n'est pas déjà trop tard³⁷. » Les responsables politiques reçurent cet héritage qu'ils surent faire fructifier pour construire entre les États un lien institutionnel si fort qu'il ne puisse pas être défait, contrairement à un traité classique. C'est ce que comprirent notamment Luigi Sturzo³⁸ en 1928 et Robert Schuman dans sa déclaration en 1950³⁹.

IV. JÉRUSALEM, ATHÈNES ET ROME

Pour Paul Valéry, il y a Europe là où les influences de Rome sur l'administration, de la Grèce sur la pensée, du christianisme sur la vie intérieure se font sentir toutes les trois⁴⁰. Giorgio La Pira identifiait de son côté les trois pierres sur lesquelles l'Europe se construisait : juridique (Rome), métaphysique (Athènes), prophétique (Jérusalem)⁴¹. Pour Benoît XVI, « la culture de l'Europe est née de la rencontre entre Jérusalem, Athènes et Rome – de la rencontre entre la foi au dieu d'Israël, la raison philosophique des Grecs et la pensée juridique de Rome⁴² ».

À partir de Jérusalem, ville centrale de la vie du Christ, où il est monté au Temple, où il a enseigné, où il a été arrêté, où se sont déroulées la Passion et la Crucifixion, où il a été enseveli et où a eu lieu la Résurrection, le christianisme s'est répandu dans tout l'Empire romain⁴³. C'est de Jérusalem que l'Europe tient son histoire sainte chrétienne, mais la ville du Christ est également la

37. « Discours du pape Pie XII au deuxième Congrès international de l'Union européenne des fédéralistes », 11 novembre 1948 [w2.vatican.va/content/pius-xii/fr/speeches/1948/documents/hf_p-xii_spe_19481111_nous-sommes.html].

38. Luigi Sturzo, *La comunità internazionale e il diritto di guerra* [1928], Edizioni di storia e letteratura, 2003.

39. « La déclaration Schuman du 9 mai 1950 », europa.eu [europa.eu/european-union/about-eu/symbols/europe-day/schuman-declaration_fr].

40. Voir Paul Valéry, « Note [ou l'Européen] », extrait d'une conférence prononcée à l'université de Zurich en novembre 1922, in *Variété*, repris dans *Œuvres I*, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1957, p. 1000 à 1014.

41. Voir Jean-Dominique Durand, « Giorgio La Pira, politico e cristiano », in Vittorio Possenti (dir.), *Nostalgia dell'altra. La spiritualità di Giorgio La Pira*, Marietti, 2005, p. 229-239.

42. Discours du pape Benoît XVI devant le Bundestag, 22 septembre 2011 [w2.vatican.va/content/benedict-xvi/fr/speeches/2011/september/documents/hf_ben-xvi_spe_20110922_reichstag-berlin.pdf]. À propos des influences juive, grecque et romaine sur l'Europe, voir Rémi Brague, *Europe, la voie romaine*, Critérian, 1992.

43. Voir Amos Elon, *Jérusalem, capitale de la mémoire*, Perrin, 1991.

ville sainte des Juifs qui ont tant apporté à la civilisation européenne avec la diaspora et après la destruction du Temple en 70 de notre ère. Les regards des croyants européens convergent vers Jérusalem : les synagogues s'inspirent du Temple et les chœurs des églises sont orientés vers l'est, c'est-à-dire vers la ville sainte par excellence. Vers elle convergent les pèlerins. De nombreuses églises et sanctuaires sont fiers de conserver des reliques prélevées là où le Christ a vécu et a été crucifié, à l'instar de la Sainte-Chapelle, à Paris, pensée et construite entre 1241 et 1248 comme un reliquaire pour abriter la Couronne d'épines et un morceau de la Vraie Croix.

La Grèce a inventé le mythe d'Europe avec une jeune princesse enlevée par Zeus⁴⁴. Avec Athènes, le christianisme a rencontré la pensée, Socrate, Platon, Aristote. Saint Paul arrivant à Athènes, annonce : « J'ai même trouvé chez vous un autel portant cette inscription : À un Dieu inconnu. Eh bien ! Ce que vous adorez sans le connaître, c'est ce que je viens, moi, vous annoncer⁴⁵. » Il entame alors une confrontation entre le christianisme et le paganisme, et il ouvre la voie à un dialogue puissant entre la philosophie antique et le monothéisme chrétien⁴⁶. La plupart des Pères de l'Église, qui ont posé les fondements de la doctrine chrétienne étaient grecs, d'Ignace d'Antioche à Clément d'Alexandrie ou à Jean Chrysostome. Aristote a été introduit dans la pensée chrétienne par Thomas d'Aquin, mais en passant par les penseurs musulmans Avicenne et Averroès. À travers sa *Politique*, l'Europe a forgé sa conception du bien public, en s'appuyant aussi sur Cicéron, très présent chez les Pères latins⁴⁷.

Rome apporte la rigueur et le droit, comme l'a montré le grand juriste italien Biondo Biondi dans son œuvre monumentale sur le droit romain chrétien⁴⁸. L'Europe est la terre du droit, cela la distingue des autres continents. Selon Pierre Legendre, l'interpénétration du droit hérité de Rome et du droit de l'Église, le droit canon forgé par le décret de Gratien au milieu du XII^e siècle, s'est faite d'une manière complémentaire⁴⁹. En se christianisant, le monde antique a donné à l'Europe le concept grec de cité, fondé sur l'*agora* athénienne, et l'idée romaine de république, de *res publica*, qui caractérisent la culture européenne⁵⁰.

44. Voir Danielle Jouanna, *L'Europe est née en Grèce*, L'Harmattan, 2009.

45. Ac XVII, 23 (trad. Émile Osty).

46. Voir Étienne Gilson, *Christianisme et Philosophie*, Vrin, 1936.

47. Voir Adalbert-Gautier Hamman, *Pour lire les Pères de l'Église*, nouvelle édition revue et augmentée par Guillaume Bady, Éditions du Cerf, 2007 ; Dominique Gonnepet et Michel Stavrou (dir.), *Les Pères de l'Église aux sources de l'Europe*, Éditions du Cerf, 2014.

48. Biondo Biondi, *Il diritto romano cristiano*, 3 vol., Giuffrè, 1953-1954. Voir aussi Michael Stolleis, « La promesse du droit », in Étienne François et Thomas Serrier (dir.), *Europa. Notre histoire, L'héritage européen depuis Homère*, Les Arènes, 2017, p. 367-381.

49. Pierre Legendre, *L'Autre Bible de l'Occident : le Monument romano-canonique. Étude sur l'architecture dogmatique des sociétés*, Fayard, 2009.

50. Voir Maurice Sachot, *Quand le christianisme a changé le monde*, Odile Jacob, 2007.

Rome, « cette Rome dont le Christ est romain⁵¹ » (Dante), là d'où le pape prononce la bénédiction *Urbi et Orbi*, Rome est devenue la capitale de la catholicité, but du pèlerinage aux tombeaux des apôtres Pierre et Paul, à ceux des premiers chrétiens (catacombes) et auprès du pape⁵². Tout semble résumé par ce chant de pèlerins, *O Roma nobilis*, qui remonte au VIII^e siècle :

« Rome, ô noble cité, souveraine du monde
 Toi, la plus excellente entre toutes les villes
 Rouge du sang vermeil de tes martyrs
 Blanche par les lis immaculés des vierges
 Nous te disons : salut pour tes merveilles
 Et nous te bénissons, salut dans tous les siècles.
 Pierre, toi le premier, le porte-clefs des cieux
 Exauce chaque jour nos vœux et nos prières
 Lorsque tu siègeras pour juger Israël
 Laisse-toi fléchir et juge avec clémence
 À nous qui te prions maintenant ici-bas
 Apporte le secours de ta miséricorde.
 Ô Paul accueille-nous, malgré tous nos péchés
 Toi, dont l'habileté a triomphé des sages
 Devenu l'intendant de la maison royale
 Sers-nous les aliments de la grâce divine
 Pour que cette sagesse par qui tu fus comblé
 Elle-même nous comble par tes enseignements. »

Du fait de la primauté du pape et de la centralisation de l'Église, accentuée aux XIX^e et XX^e siècles, Rome est devenue la ville de l'universalité de l'Église, celle où réside le successeur de Pierre. C'est la ville où le monde se retrouve, avec des pèlerins, des étudiants, des séminaristes, venus de partout, où se sont installées les maisons généralices de la plupart des congrégations religieuses. De cette histoire romaine, de cette romanisation de l'Église, témoignent les Archives du Vatican (*Archivum Secretum Apostolicum Vaticanum*) ainsi que la Bibliothèque vaticane, qui contiennent la mémoire de l'Europe tout entière. De ce point de vue également, le christianisme a contribué à unifier l'Europe en s'emparant de la langue des Romains, le latin, pour en faire la langue liturgique au détriment du grec, et celle des élites.

51. Dante, *La Divine Comédie. Le Purgatoire*, XXXII, 102, trad. Jacqueline Risset, Garnier-Flammarion, éd. bilingue, 1992, p. 297.

52. Voir Andrea Giardina et André Vauchez, *Il mito di Roma. Da Carlo Magno a Mussolini*, Laterza, 2000.

Les papes veulent considérer l'Europe dans son ensemble, de l'Atlantique à l'Oural, en la plaçant sous la protection de saints proclamés copatrons de l'ensemble de l'espace européen. En 1964, Paul VI avait proclamé saint Benoît « patron principal de l'Europe entière⁵³ ». En 1980, la proclamation des saints Cyrille et Méthode par le pape Jean-Paul II comme copatrons de l'Europe a souligné les deux traditions chrétiennes de l'Europe, lui permettant de respirer de ses « deux poumons » occidental et oriental⁵⁴. Peu avant l'entrée dans le III^e millénaire, Jean-Paul II proclama aussi trois saintes, Brigitte de Suède, Catherine de Sienne et Thérèse-Bénédictine de la Croix (Edith Stein), copatronnes de l'Europe, et il déclara à cette occasion : « Le motif qui m'a fait me tourner spécifiquement vers elles repose dans leurs vies elles-mêmes. Leur sainteté s'est en effet exprimée dans des circonstances historiques et dans un contexte « géographique » qui les rendent particulièrement significatives pour le continent européen. Sainte Brigitte renvoie à l'extrême nord de l'Europe, où le continent se regroupe dans une quasi-unité avec le reste du monde [...]. Catherine de Sienne est aussi connue pour le rôle qu'elle joua en un temps où le Successeur de Pierre résidait à Avignon [...]. Thérèse-Bénédictine de la Croix [...], non seulement passa sa vie dans divers pays d'Europe, mais par toute sa vie d'intellectuelle, de mystique, de martyre, jeta comme un pont entre ses racines juives et l'adhésion au Christ. Elle est devenue ainsi l'expression d'un pèlerinage humain, culturel et religieux qui incarne le noyau insondable de la tragédie et des espoirs du continent européen⁵⁵ ». Avec un sens profond du geste symbolique, ces choix sont venus souligner l'unité spirituelle de l'Europe, du point de vue géographique, en unissant le Nord à l'Orient et à l'Occident⁵⁶. Ils expriment aussi la préoccupation de surmonter les divisions, d'établir un pont entre la culture chrétienne et la culture juive qui, toutes les deux, nourrissent l'Europe, tout en intégrant le grand martyrologe du XX^e siècle qui unit les Églises dans l'œcuménisme de la souffrance⁵⁷. Étienne François note ainsi que « Jérusalem, Athènes et Rome sont par excellence les villes qui ont donné sens à l'Europe et sans lesquelles il est impossible de la comprendre⁵⁸ ».

53. Voir Bernard Delpal, « San Benedetto, un patrono per l'Europa », in Alfredo Canavero et Jean-Dominique Durand (dir.), *Il fattore religioso nell'integrazione europea*, Edizioni Unicopli, 1999, p. 55-68.

54. « Lettera apostolica *Egregiae virtutis* del Sommo Pontefice Giovanni Paolo II con la quale i santi Cirillo e Metodio vengono proclamati compatroni d'Europa » [en italien], 31 décembre 1980 [w2.vatican.va/content/john-paul-ii/it/apost_letters/1980/documents/hf_jp-ii_apl_31121980_egregiae-virtutis.html].

55. « Jean-Paul II. Lettre apostolique en forme de « motu proprio » pour la proclamation de sainte Brigitte de Suède sainte Catherine de Sienne et sainte Thérèse-Bénédictine de la Croix co-patronnes de l'Europe », 1^{er} octobre 1999 [w2.vatican.va/content/john-paul-ii/fr/motu_proprio/documents/hf_jp-ii_motu-proprio_01101999_co-patronnes-europe.html].

56. Voir Jean-Dominique Durand, « L'usage du temps et de l'espace par Jean-Paul II », in Bartolo Gariglio, Marta Margotti et Pier Giorgio Zunino, (dir.), *Le due società. Scritti in onore di Francesco Traniello*, Il Mulino, 2009, p. 415-433.

57. Voir Andrea Riccardi, *Ils sont morts pour leur foi. La persécution des chrétiens au XX^e siècle*, Plon-Mame, 1999.

58. Étienne François, « Les trois rayons : Jérusalem, Athènes et Rome », in Étienne François et Thomas Serrier (dir.), *op. cit.*, p. 382-385.

V. UN PAYSAGE EUROPÉEN NÉ DU CHRISTIANISME

Pour René Rémond, « le christianisme a imprimé sa marque sur le continent. L'Europe s'est couverte d'un grand manteau blanc d'églises. Partout des monastères se sont fondés dont les religieux ont contribué à défricher la terre. L'espace a été quadrillé, des humbles croix érigées aux carrefours des chemins jusqu'aux cathédrales et aux basiliques les plus altières. Le christianisme a imposé son empreinte dans le temps aussi avec son calendrier liturgique⁵⁹ ».

Paul VI disait que l'Europe est née de la Croix, du Livre et de la charrue, triptyque qui rappelle l'œuvre des monastères, en particulier bénédictins, sur les plans spirituel, culturel et économique : l'*Ora et Labora* du monachisme médiéval, c'est-à-dire la conjonction de la contemplation et de l'action sociale. À son tour, Benoît XVI a abordé cette thématique en 2008, dans un discours fameux prononcé dans le réfectoire gothique du couvent des Bernardins, à Paris, haut lieu du monachisme cistercien que le cardinal Jean-Marie Lustiger avait voulu établir comme lieu de rencontre et de dialogue avec les divers courants intellectuels et artistiques. Benoît XVI s'inspira à cette occasion de saint Benoît pour souligner l'importance du monachisme. Selon le souverain pontife, celui-ci a sauvé la culture antique par le livre, la bibliothèque et l'école, par la connaissance et la formation de la raison, à travers la musique et la belle liturgie, mais aussi l'architecture harmonieuse – dont témoigne le lieu où il prononçait son discours –, avec la lecture et la parole – lire et enseigner –, par le travail – le fameux *Ora et Labora*⁶⁰. Le monachisme a réussi à reconstruire une culture européenne sur les ruines du monde antique, une culture de la parole, en même temps qu'une culture du travail, inscrite dans une tradition héritée du judaïsme.

Cette culture commune a été une culture de la construction et de l'image destinée à proclamer un Dieu créateur et à faire connaître la vie de Son Fils sauveur. L'Europe s'est couverte de monastères, d'églises, de collégiales, de cathédrales, de prieurés, de chapelles, de sanctuaires, de beffrois et de clochers, de fresques, de statues, de vitraux, d'œuvres d'art. Les architectes, les maçons, les artistes de toutes spécialités, sans oublier les musiciens, se sont mobilisés pour exalter Dieu, *ad majorem Dei gloriam* (« pour une plus grande gloire de Dieu »). Les styles ont pu évoluer selon les époques, les lieux, des imposantes cathédrales gothiques, chefs-d'œuvre d'architecture, aux pompeuses églises baroques, des styles se sont superposés ou succédés au gré des exigences

59. René Rémond, *op. cit.*, p. 31.

60. « Au monde de la culture. Discours du pape Benoît XVI », Collège des Bernardins, Paris, 12 septembre 2008 [w2.vatican.va/content/benedict-xvi/fr/speeches/2008/september/documents/hf_ben-xvi_spe_20080912_parigi-cultura.html].

spirituelles, voire politiques, ou des traditions locales. Il y a, plutôt qu'une uniformité, une variété infinie de styles. Mais il n'y a pas un village en Europe sans une église et son clocher⁶¹.

Les territoires se sont structurés autour des paroisses et des réseaux des ordres religieux, surtout bénédictins, cisterciens, franciscains, dominicains. La toponymie des villes et des campagnes s'est christianisée, les lieux adoptant des noms de saints ou faisant référence à la vie religieuse. Le temps s'est organisé en fonction de la religion chrétienne, qu'il s'agisse du calendrier de l'année structurée par la liturgie (Avent, Noël, Pâques, Pentecôte...) et les fêtes mariales, du rythme de la semaine ponctuée par l'instauration du dimanche comme jour du Seigneur, et donc jour de repos. Si de nos jours de nombreuses fêtes se sont sécularisées, leurs rythmes restent la marque chrétienne de l'Europe. Le temps et les territoires restent profondément marqués par ces traces toujours présentes dans l'Europe sécularisée. Si les cloches n'appellent plus toujours à la messe et n'annoncent plus les grands événements de la communauté⁶², elles égrènent encore les heures qui passent et donnent avec les clochers, les campaniles ou les beffrois qui les abritent une identité commune, du Portugal à la Russie, de l'Irlande à la Pologne, de la Norvège à l'Italie. Lorsqu'elles ont été détruites du fait d'une catastrophe naturelle, d'une guerre ou d'une révolution, les autorités civiles et religieuses se sont toujours empressées de les rétablir, non pour réaffirmer un pouvoir religieux mais pour rendre à la ville ou au village son histoire, son appartenance à un territoire plus vaste, celui de l'Europe. Au XX^e siècle, les deux exemples de Reims et de Dresde, deux villes aux cathédrales mythiques détruites durant deux guerres successives, témoignent ainsi de l'attachement indéfectible des populations à ces monuments. Ceux-ci sont des signes, visibles de loin, tout comme la cathédrale de Chartres exaltée par Charles Péguy, témoins d'une culture européenne commune. Si aujourd'hui l'attachement d'une population à son clocher est moins enraciné au sein d'une société multiculturelle et individualiste, il est néanmoins difficile d'imaginer une Europe qui en serait dépourvue.

L'Europe fut unifiée également par ses routes, dont beaucoup ont été établies pour relier des grands centres de pèlerinage⁶³. La pratique de prendre la route à pied pour rejoindre des lieux de prière se répandit dès le IV^e siècle : Rome, Tours (saint Martin), Saint-Jacques-de-Compostelle, le Mont-Saint-Michel ou Le Puy s'affirmèrent vite comme les lieux les plus prestigieux et ils n'ont jamais cessé d'être fréquentés. Certains, comme aussi les grands sanctuaires mariaux de Fátima, de Lourdes ou de Czestochowa, ont structuré les cheminements

61. Voir Philippe Boutry, « Le clocher », dans Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*. III.2. Les France. Traditions, Gallimard, 1992, p. 56-89.

62. Voir Alain Corbin, *Les Cloches de la terre. Paysage sonore et culture sensible dans les campagnes du XIX^e siècle*, Albin Michel, 1994.

63. Voir Jean Chélini, *Les Chemins de Dieu. Histoire des pèlerinages chrétiens des origines à nos jours*, Hachette, 1995.

européens. Les chemins de Compostelle (la *via Francigena*) sont restés vivants au cours des siècles. Ils se sont adaptés aux évolutions des moyens de transport, aux frontières imposées par les États nationaux, et à celles des mentalités. Ils associent à présent dévotion et découvertes touristiques. Les chemins de Saint-Jacques, définis dès le milieu du XII^e siècle dans le *Liber sancti Jacobi*, sorte de guide du pèlerin, sont inscrits au Patrimoine mondial de l'Unesco. L'historien Alphonse Dupront en a montré la dimension sacrée jusqu'à l'époque contemporaine⁶⁴, le fidèle venant prendre des forces dans un lieu sacré, qui peut aussi n'avoir qu'une dimension locale ou régionale. Il n'est pas étonnant qu'en 1982 le pape Jean-Paul II ait choisi Saint-Jacques-de-Compostelle pour lancer un appel à l'Europe afin qu'elle redécouvre ses racines chrétiennes, en en faisant « l'un des points forts qui favorisèrent la compréhension mutuelle de peuples européens si différents comme les Latins, les Germains, les Celtes, les Anglo-Saxons et les Slaves », rappelant la formule de Goethe selon qui « la conscience de l'Europe est née du pèlerinage⁶⁵ ». Ces chemins sont de véritables lieux de mémoire européens où le sacré se mêle au profane, ce qui fait dire au chercheur Javier Gómez-Montero : « Le chemin de Compostelle se pose en archétype de l'Europe, une sorte de subconscient des territoires, là où se constitue le socle commun des nations avec leurs langues, traditions et valeurs et où se forgent l'identité et la mémoire européennes⁶⁶. »

VI. LA CONNAISSANCE TRANSMISE PAR L'UNIVERSITÉ

Chateaubriand, dans *Génie du christianisme* (1802), publié au sortir de la Révolution française pour illustrer « les beautés de la religion chrétienne », observait que « toutes les universités de l'Europe ont été établies, ou par des princes religieux, ou par des évêques, ou par des prêtres, et toutes ont été dirigées par des ordres chrétiens ». Après avoir énuméré les plus importantes universités européennes, il ajoutait : « Tous ces foyers des lumières attestent les immenses travaux du christianisme⁶⁷. » Pour le grand écrivain, il n'y avait pas de doute : il existe un lien fort entre l'Église et l'institution universitaire.

64. Voir Alphonse Dupront, *Du sacré. Croisades et pèlerinages. Images et langages*, Gallimard, 1987 ; Id. (dir.), *Saint-Jacques-de-Compostelle. Puissance du pèlerinage*, Brepols, 1985.

65. « Atto europeistico a Santiago de Compostela. Discorso di Giovanni Paolo II » [en italien], 9 novembre 1982 (w2.vatican.va/content/john-paul-ii/it/speeches/1982/november/documents/hf_jp-ii_spe_19821109_atto-europeistico.html).

66. Javier Gómez-Montero, « Saint-Jacques. Le sens du chemin », in Étienne François et Thomas Serrier (dir.), *op. cit.*, p. 681-684.

67. Chateaubriand, *Génie du christianisme ou Beautés de la religion chrétienne*, in *Essai sur les révolutions – Génie du christianisme*, IV^e partie, livre VI, chap. V, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1978, p. 1045-1046. Voir aussi Jean-Paul Clément, *Chateaubriand*, Flammarion, 1998.

Si Chateaubriand avait parfois un rapport un peu approximatif avec l'histoire, avec laquelle il ne craignait pas de s'arranger (ainsi faisait-il remonter les origines de l'Université de Paris à Charlemagne), cette proposition, en revanche, est parfaitement confirmée par les historiens, unanimes à reconnaître que les universités furent à l'origine des fondations ecclésiastiques, qu'il en est peu pour lesquelles on ne trouve pas dans l'acte de naissance un document pontifical ou l'intervention d'un représentant du Saint-Siège.

L'Antiquité gréco-romaine, qui a tant légué à notre temps dans les domaines de la pensée et de la technique, n'a pas connu l'université⁶⁸. Celle-ci est née et a prospéré sur le terreau fertile de la chrétienté des XII^e et XIII^e siècles. Elle est un produit de l'humanisme chrétien européen⁶⁹ : si en 1602 on comptait 106 universités en Europe, il n'y en avait nulle part ailleurs dans le monde, si ce n'est en Amérique latine où les Espagnols avaient transposé le modèle européen, d'abord à Mexico, en 1553, puis à Lima, en 1555. Le XIII^e siècle fut le siècle des grandes cathédrales gothiques, mais aussi celui de ces « cathédrales de l'esprit » qu'étaient les universités⁷⁰. Entre 1214 et 1230, à partir de Bologne, Paris, Oxford et Montpellier, elles se sont répandues dans toute l'Europe et en ont modifié profondément et durablement le paysage culturel et intellectuel. À la fin du siècle, pas moins d'une douzaine d'universités fonctionnaient⁷¹ et, en général, elles avaient reçu des statuts de la part de l'autorité pontificale, en Angleterre et en Europe méridionale : Cambridge, Padoue, Naples, Toulouse, Coimbra, Séville, Salamanque... Ce mouvement se poursuivit au siècle suivant, notamment en Europe centrale, avec la création d'universités à Prague (1347), Cracovie (1364), Pécs (1367), Buda (1389), Vienne (1365)⁷², et dans les pays germaniques, à Erfurt (1379), Heidelberg (1385) et Cologne (1388). Le mouvement était lancé.

Le terme « université » n'était cependant pas d'origine ecclésiastique mais désignait, dans le droit romain, une communauté autonome, un collège, un corps constitué pour un objectif donné. Au Moyen Âge, il s'appliquait à divers corps de métiers, l'*Universitas mercatorum*, par exemple. Le mot fut donné aux nouvelles communautés réunissant maîtres et étudiants. Le terme *universitas* fut ainsi employé dans ce sens par le pape Innocent III dans une décrétale de 1208 à propos de Paris⁷³. Ce pape avait compris que le système ancien des écoles cathédrales ne suffisait plus et que la papauté se devait de

68. Voir Henri-Irénée Marrou, *Histoire de l'éducation dans l'Antiquité*, Seuil, 1948.

69. Voir Léo Moulin, « Une création spécifique du christianisme médiéval », in Michael Konrad et Matteo Negro (dir.), *Les Universités catholiques en Europe. Études et perspectives*, Éditions universitaires, 1990, p. 16-22.

70. Voir Edgardo Giovannini, « Quelques réflexions sur trois sujets voisins : l'université, l'université catholique, l'université de Fribourg », in Michael Konrad et Matteo Negro (dir.), *op. cit.*, p. 64-73.

71. Christophe Charle et Jacques Verger, *Histoire des universités*, PUF, 1994, p. 17-18.

72. Jerzy Kłoczowski, « La promotion des Églises périphériques de l'Europe du Centre-Est et du Nord », in Jean-Marie Mayeur, Charles Pietri, André Vauchez et Marc Venard (dir.), *Histoire du christianisme. 6. Un temps d'épreuves (1274-1449)*, Desclée/Fayard, 1990, p. 804-805.

73. Bruno Neveu, *Les Facultés de théologie catholique de l'Université de France (1808-1885)*, Klincksieck, 1998, p. 18.

favoriser de nouvelles institutions d'enseignement. Il s'agissait également de les contrôler, d'autant mieux que maîtres et étudiants des écoles les plus importantes cherchaient à se soustraire aux autorités locales, qu'elles fussent ecclésiastiques ou non. C'était donc pour la papauté un moyen de renforcer son autorité et, dans ce dessein, elle fut soutenue par le développement des ordres mendiants, notamment les Frères prêcheurs et les Franciscains, dévoués au service de Rome⁷⁴. Les universités, dans leur volonté d'autonomie par rapport aux pouvoirs locaux, devinrent des organismes d'Église, soumis au siège de Pierre ou à l'évêque du lieu, en tant que mandataire du pape.

L'*universitas scholarium* comme à Bologne, le *magistorum* comme à Paris, ou encore l'*universitas studiurom*, s'affirmaient comme un organisme autonome, autogéré⁷⁵. Vers le milieu du XIII^e siècle, le terme prit son sens actuel, c'est-à-dire l'universalité des connaissances, l'enseignement de tous les savoirs, théologie, droit, médecine, arts, au sein du *studium generalis*. L'Église entendait ainsi former une élite capable de servir Dieu et la cité, de bons chrétiens mais aussi de bons citoyens soucieux du bien commun, dotés d'une solide structure intellectuelle. En effet, si la théologie restait « la reine des sciences », si le droit et la médecine trouvaient pleinement leur place, les arts libéraux, au nombre de sept, restaient *fons et origo*, c'est-à-dire le fondement et l'origine des autres sciences⁷⁶; ils étaient regroupés sous les termes de *trivium* (grammaire, rhétorique, dialectique) et de *quadrivium* (arithmétique, géométrie, astronomie, musique). Ces disciplines fondaient le sens profond de l'université selon l'Église. Elles entendaient unir la foi et la raison.

Les arts libéraux fondaient la liberté de l'homme en lui donnant la capacité de distinguer le bien du mal, le vrai du faux, le beau du laid, en fondant son aptitude à l'autonomie intellectuelle. La diversité des opinions théologiques était admise, les traditions de chaque université étaient respectées, dès lors que l'unité du dogme n'était pas menacée.

L'autorité de la papauté tendit à s'estomper à l'époque moderne qui vit s'accroître l'intervention des pouvoirs publics, au point que l'on assista à un double processus d'étatisation et de laïcisation qui devint, selon Bruno Neveu, « une mainmise complète au cours du XVIII^e siècle⁷⁷ ». Elle fut achevée au XIX^e siècle à la suite de la Révolution française, avec les progrès de la sécularisation comme avec l'affirmation des États-nations qui entendaient contrôler l'éducation.

74. Jacques Verger, *L'Essor des universités au XIII^e siècle*, Éditions du Cerf, 1997, p. 52-53. Voir aussi Hastings Rashdall, *The Universities of Europe in the Middle Ages*, Oxford University Press, 1^{re} éd., 1895.

75. Voir Angelo Vincenzo Zani, « Identità delle istituzioni ecclesiastiche : cultura e nuova evangelizzazione », in Angelo Vincenzo Zani et Michele Pellerey (dir.), *Le istituzioni accademiche ecclesiastiche. Cultura della qualità e nuova evangelizzazione*, Lateran University Press, 2012, p. 9-31.

76. Léo Moulin, art. cit.

77. Bruno Neveu, *op. cit.*, p. 41.

L'enseignement universitaire, porté à l'origine par le christianisme puis passé sous le contrôle des États, a tendu à rapprocher les cultures de l'Europe. La *Magna Charta Universitatum*, publiée par les universités européennes à l'occasion du IXe centenaire de l'université de Bologne, le rappelle : l'université, issue du christianisme, est un lieu de culture et de formation, où se construit le savoir grâce à la recherche, un lieu de dialogue où se forge un humanisme intégral, un lieu d'identification de l'Europe.

Dans ses discours célèbres prononcés en 1852 à l'occasion de la fondation de l'université de Dublin, John Henry Newman définit une certaine idée de l'université : « On me demande quelle est la fin de l'enseignement universitaire et ce savoir libéral ou philosophique qu'il doit, selon moi, dispenser ? Voici ma réponse : ce que j'ai dit jusqu'ici doit suffire à montrer que cette fin est tangible, réaliste et satisfaisante, même si elle ne peut se dissocier de ce même savoir. Le savoir, en effet, peut être à lui-même sa fin. L'esprit humain est ainsi constitué, en effet, que n'importe quelle connaissance, est à elle-même sa récompense. Si cela vaut pour toute connaissance, cela vaut donc également pour cette philosophie particulière qui consiste, d'après moi, dans une vision compréhensive de la vérité, envisagée dans toutes ses ramifications ; dans la vision des rapports qui existent entre science et science, de leur interaction, de leurs valeurs respectives⁷⁸. » Newman rappelait volontiers que « Cicéron situe au premier rang la recherche du savoir pour lui-même ». C'est tout le sens du savoir libéral, au sens des arts libéraux des universités médiévales, c'est-à-dire de la culture générale. Sa mission est de former l'esprit, de lui donner sa cohérence, de l'unifier en quelque sorte. C'est ce qu'il appelait la philosophie. Jacques Maritain parlait de sagesse⁷⁹. Du reste, la Sapienza est le nom donné à l'université de Rome, fondée en 1303 par Boniface VIII, qui fut longtemps l'université du pape jusqu'à ce qu'elle devienne université d'État après que Rome fut devenue capitale de l'Italie en 1870.

L'université, pensée par l'Église, a été l'un des éléments caractéristiques de la civilisation européenne et un facteur décisif de son développement. L'identité européenne s'est forgée en grande partie à travers l'irrigation intellectuelle opérée par les universités, d'Uppsala à Catane, d'Oxford à Cracovie, de Lisbonne, Salamanque et Alcalá de Henares à Leipzig. L'espace de l'université est l'espace de l'Europe toute entière, un espace qui reste encore à faire fructifier. Sur ce plan également, les universités et leurs membres, professeurs et étudiants, ont une responsabilité et une mission à assumer afin de faire vivre l'intuition des initiateurs du premier mouvement de création des universités au XIII^e siècle.

78. John Henry Newman, *L'idée d'université*, Desclée de Brouwer, 1968, p. 29-30.

79. Voir Pierre Gauthier, « Newman, Jacques Maritain et l'éducation », dans Claude Lepellet et Paul Veyriras (dir.), *Newman et l'histoire*, PUL, 1992, p. 235-244 ; Jacques Maritain, *Éducation at the Crossroads*, dans *Pour une philosophie de l'éducation*, Fayard, 1959, p. 860-861.

CONCLUSION

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe sont puissants. Ils sont facilement identifiables. Les pères chrétiens de l'Europe ont pu s'appuyer sur les théologiens, les philosophes, les écrivains, les artistes, voire les économistes, pour montrer l'absurdité des conflits qui ne pouvaient être que des guerres civiles, tant ce qui unit l'emporte sur ce qui pourrait séparer. Il y a bien une civilisation européenne fondée sur le christianisme. Celui-ci a su intégrer des apports exogènes, venus des civilisations grecques et romaines, et du judaïsme avec lequel le lien à travers l'Ancien Testament est très fort. Le christianisme s'est enrichi de ces apports, y compris de son rapport à l'islam. Tout cela ne s'est pas fait sans heurts. Longtemps, la relation au judaïsme a été fondée sur la théologie du peuple déicide, entraînant des persécutions toujours renouvelées. Il a fallu près de deux mille ans pour qu'un pape se rende dans une synagogue, à Rome, le 13 avril 1986, et pour qu'il reconnaisse la validité actuelle de l'alliance de Dieu avec le peuple d'Israël, le 17 novembre 1980. Jean-Paul II salua alors, dans la synagogue de Mayence, les représentants de la communauté juive, comme « le peuple de l'Alliance établie avec Moïse qui n'a jamais été révoquée⁸⁰ ». Il ne faut pas oublier que le crime de la Shoah a été pensé et mis en œuvre dans des territoires marqués par le christianisme.

C'est dire combien l'histoire est ambivalente. Les deux derniers siècles se caractérisent par un rétrécissement de l'influence des Églises sur les plans politique, intellectuel, religieux et sur celui des mœurs, sous l'effet de la montée de la puissance d'États nationaux et d'une aspiration grandissante à la liberté de conscience. Le rôle des philosophes des Lumières a été déterminant. Ils ont ouvert la voie à d'autres manières de concevoir la société. Là encore, la résistance des Églises a été tenace. Ce n'est qu'avec le concile Vatican II que la liberté religieuse a été reconnue et il a fallu attendre le message-radio de Noël 1944 de Pie XII, pour que la démocratie soit définie comme le régime politique qui peut le mieux promouvoir les valeurs portées par l'Évangile⁸¹. Or ces évolutions étaient contenues dans les Écritures, mais les messages de paix, de tolérance, d'ouverture ont été longtemps brouillés par les conflits, les guerres, les refus de toute forme d'altérité. Et, cependant, les évolutions portées ou accentuées par les Lumières ne pouvaient pas être pensées en dehors du message chrétien.

80. « Incontro di Giovanni Paolo II con i rappresentanti della comunità ebraica » [en italien], Mayence, 17 novembre 1980 (w2.vatican.va/content/john-paul-ii/it/speeches/1980/november/documents/hf_jp_ii_spe_19801117_ebrei-magonza.html).

81. « Radiomessaggio di Sua Santità Pio XII ai popoli del mondo intero » [en italien], 24 décembre 1944 (w2.vatican.va/content/pius-xii/it/speeches/1944/documents/hf_p-xii_spe_19441224_natale.html).

C'est pourquoi le débat sur les racines chrétiennes de l'Europe pour savoir s'il faut les intégrer ou non à la Constitution de l'Union européenne est vite devenu un débat biaisé par des objectifs politiques plus ou moins avoués, qui ont encombré la discussion. Il est un fait que l'Europe s'est nourrie du christianisme, qui a assuré au continent une unité. Le problème est que le christianisme n'est pas uniforme, mais qu'il est lui-même divers. Il est fait de mémoires différentes, voire conflictuelles, liées aux influences subies, aux événements et aux hommes, aux lieux et aux langues, tout cela étant inextricablement imbriqué. Dans l'un de ses ouvrages, Paul Veyne s'interrogeait sur le fait de savoir si l'Europe avait des racines chrétiennes et s'il existait même des racines dans l'histoire⁸². En tout cas, un grand arbre comme l'arbre européen, a forcément des racines nombreuses, qui s'entremêlent. Edgar Morin utilise les expressions « bouillon de culture » et « tourbillon culturel » pour qualifier l'Europe⁸³. Ce qui compte, c'est le patrimoine commun qui, malgré ou en raison de sa diversité, peut porter à une unité et contribuer à la paix dans un continent si longtemps déchiré. Une certaine unité culturelle forgée par le christianisme ne signifie pas qu'une identité européenne émerge réellement. Face aux identités nationales, l'identité européenne paraît bien fragile. Force est de constater que le christianisme n'est pas un ferment suffisant pour surmonter les divisions nationales.

82. Paul Veyne, *Quand notre monde est devenu chrétien (312-394)*, Albin Michel, 2007, p. 249.

83. Edgar Morin, *Penser l'Europe*, Gallimard, 1990, p. 79 et sqq.



Gouverner le religieux dans un État laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

L'Église catholique et le libéralisme

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages



***Le christianisme et la modernité européenne (1)
Récuser le déni***

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

***Le christianisme et la modernité européenne (2)
Comprendre le retour de l'institution religieuse***

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 56 pages



La crise orthodoxe (1) Les fondations, des origines au XIXe siècle

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (2) Les convulsions, du XIXe siècle à nos jours

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 52 pages

SÉRIE : VALEURS D'ISLAM



Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulai, juin 2016, 48 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

NOS PUBLICATIONS

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (2) Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (1) Les fondations, des origines au XIX^e siècle

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 56 pages

Le christianisme et la modernité européenne (2)

Comprendre le retour de l'institution religieuse

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Le christianisme et la modernité européenne (1)

Récuser le déni

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Commerce illicite de cigarettes :

Les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais,
novembre 2018, 84 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 64 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 48 pages

Les géants du numérique (2) : Un frein à l'innovation ?

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 84 pages

Les géants du numérique (1) : Magnats de la finance

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 80 pages

L'intelligence artificielle en Chine : Un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 60 pages

Alternative für Deutschland : Établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 72 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondation pour l'innovation politique,
octobre 2018, 28 pages

Migrations : La France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 56 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Hugues Hourdin, octobre 2018, 52 pages Préface d'Édouard Balladur
et de Jack Lang

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique,
septembre 2018, 72 pages

Les "Démocrates de Suède" : un vote anti-immigration
Johan Martinsson, septembre 2018, 64 pages

Les Suédois et l'immigration [2] : fin du consensus ?
Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Les Suédois et l'immigration [1] : fin de l'homogénéité ?
Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Éthiques de l'immigration
Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)
Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages
Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation
Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages

France : Combattre la pauvreté des enfants
Julien Damon, mai 2018, 48 pages

Que pèsent les syndicats ?
Dominique Andolfatto, avril 2018, 56 pages

L'Élan de la Francophonie : Pour une ambition française [2]
Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'Élan de la Francophonie : Une communauté de langue et de destin [1]
Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'Italie aux urnes
Sofia Ventura, février 2018, 44 pages

L'Intelligence artificielle : L'expertise partout Accessible à tous
Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages

L'innovation à l'ère du bien commun
Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 64 pages

Libérer l'islam de l'islamisme
Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc
Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

L'Opinion européenne en 2017
Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 140 pages

Innovation politique 2017 [Tome 2]
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

Innovation politique 2017 [Tome 1]
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme
Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages

Autriche : virage à droite
Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage
Fayçal Hafied, novembre 2017, 76 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Fayçal Hafied, juillet 2017, 64 pages

Le fact-checking : Une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages

Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 52 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 48 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 48 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, février 2017, 44 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 48 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages

Repenser notre politique commerciale
Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté
Julien Damon, décembre 2016, 40 pages

L'Autriche des populistes
Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire
Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN
Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages

Innovation politique 2016
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile [2] : les promesses de la mobilité électrique
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages

Le nouveau monde de l'automobile [1] : l'impasse du moteur à explosion
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

L'Opinion européenne en 2016
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française [XX^e siècle]
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française [XIX^e siècle]
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

Refonder l'audiovisuel public
Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages

La concurrence au défi du numérique
Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité
Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle
Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée
Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes [2012-2017]
Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages

Gouverner pour réformer : Éléments de méthode
Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages

Les zadistes [2] : la tentation de la violence
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Les zadistes [1] : un nouvel anticapitalisme
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Régionales [2] : les partis, contestés mais pas concurrencés
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages

Régionales [1] : vote FN et attentats
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud,
février 2016, 52 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 44 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès,
PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiïtes et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages

L'Opinion européenne en 2015

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages

Innovation politique 2015

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (2) Pourquoi il faut défendre la route

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (1) Les conditions d'une mobilité conviviale

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain

François Bazin, juin 2015, 48 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 32 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 44 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, 156 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah,

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

- La politique de concurrence : un atout pour notre industrie***
Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages
- Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton***
Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages
- Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes***
Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages
- Innovation politique 2014***
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages
- Énergie-climat : pour une politique efficace***
Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages
- L'urbanisation du monde. Une chance pour la France***
Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages
- Que peut-on demander à la politique monétaire ?***
Pascal Salin, mai 2014, 48 pages
- Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014***
Suzanne Baverez et Jean Sènié, mai 2014, 48 pages
- Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France***
Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages
- L'Opinion européenne en 2014***
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages
- Taxer mieux, gagner plus***
Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages
- L'État innovant (2) : Diversifier la haute administration***
Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages
- L'État innovant (1) : Renforcer les think tanks***
Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages
- Pour un new deal fiscal***
Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages
- Faire cesser la mendicité avec enfants***
Julien Damon, mars 2014, 44 pages
- Le low cost, une révolution économique et démocratique***
Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages
- Un accès équitable aux thérapies contre le cancer***
Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages
- Réformer le statut des enseignants***
Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages
- Un outil de finance sociale : les social impact bonds***
Yan de Kerorguen, décembre 2013, 36 pages
- Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance***
Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 48 pages
- Les valeurs des Franciliens***
Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages
- Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec***
Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

L'Opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

LE KAPITAL. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton,
avril 2013, 40 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 38 pages

Innovation politique 2013

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et
Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations,
juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai/juin 2012, 44 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 40 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 40 pages

L'Opinion européenne en 2012

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages

Politique énergétique française (2) : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages

Politique énergétique française (1) : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et
Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

- Productivité agricole et qualité des eaux***
Gérard Morice, mars 2011, 44 pages
- L'Eau : du volume à la valeur***
Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages
- Eau : comment traiter les micropolluants ?***
Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages
- Eau : défis mondiaux, perspectives françaises***
Gérard Payen, mars 2011, 62 pages
- L'irrigation pour une agriculture durable***
Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages
- Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles***
Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages
- Où en est la droite ? L'Autriche***
Patrick Moreau, février 2011, 42 pages
- La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat***
Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages
- Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro***
Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages
- 2011, la jeunesse du monde***
Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages
- L'Opinion européenne en 2011***
Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages
- Administration 2.0***
Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages
- Où en est la droite ? La Bulgarie***
Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages
- Le retour du tirage au sort en politique***
Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages
- La compétence morale du peuple***
Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages
- L'Académie au pays du capital***
Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages
- Pour une nouvelle politique agricole commune***
Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages
- Sécurité alimentaire : un enjeu global***
Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages
- Les vertus cachées du low cost aérien***
Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages
- Innovation politique 2011***
Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages
- Défense : surmonter l'impasse budgétaire***
Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages
- Où en est la droite ? L'Espagne***
Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer,
août 2010, 42 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'Opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

Où va l'Église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau,
septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

***La politique européenne de développement :
Une réponse à la crise de la mondialisation ?***

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

***La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo.***

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson

David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'Opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche: qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

***Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands sur trois priorités
de la présidence française de l'UE***

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur fondapol.org

SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : **votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS** (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238bis du CGI).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : **au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable** (report possible durant 5 ans); **au titre de l'ISF, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.**

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre ISF. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre ISF.

contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

LES APPORTS DU CHRISTIANISME À L'UNITÉ DE L'EUROPE

Par Jean-Dominique DURAND

L'Europe navigue entre unité et diversité, et c'est cette dialectique qui a présidé à sa formalisation institutionnelle au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Mais d'où vient cette aspiration à l'unité ?

Pour répondre à cette question, il est essentiel de rappeler les apports essentiels du christianisme dans la modélisation de la culture européenne. La philosophie chrétienne a historiquement produit les composants essentiels du projet européen d'unification politique et culturelle du continent à travers deux concepts clés : la personne – et les droits fondamentaux centrés autour de celle-ci – et la paix. L'organisation des territoires et le développement des connaissances, avec la création des universités, puisent également leurs racines dans le christianisme. C'est bien cette diversité d'apports, mélangés et mutuellement nourris, qui a sensiblement marqué le fonctionnement de nos sociétés les plus contemporaines.

Cependant, une certaine unité culturelle forgée par le christianisme ne signifie pas qu'une identité européenne émerge réellement. Face aux identités nationales, l'identité européenne paraît bien fragile. Force est de constater que le christianisme n'est pas un ferment suffisant pour surmonter les divisions nationales.

*Mosaïque de l'Église de la Multiplication des pains
et des poissons à Tabgha en Israël.*



Les médias

fondapol.tv

ТРОП **LIBÉRALE**

une voix libérale, progressiste et européenne

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ

Les données en open data

[data.fondapol](http://data.fondapol.org)



Le site internet

fondapol.org



9782364081802

ISBN : 978 2 36408 180 2

5€